

# Pourquoi les États-Unis sont-ils la principale menace qui empêche l'Amérique latine et la Caraïbe d'être une Zone de paix ?

En 2018, l'administration des États-Unis a intensifié sa politique interventionniste en Amérique latine et dans la Caraïbe. Pour 2019, Trump a approuvé un budget record de 7,16 milliards de dollars destiné à la défense

[Yisell Rodríguez Milán](#) 21 août 2018 10:08:53



Photo: Internet

Plus de 76 bases militaires en Amérique latine, le soutien aux coups d'État

militaires et judiciaires contre des présidents ; la tentative d'assassinat contre Nicolas Maduro ; les sanctions et les blocus économiques ; l'utilisation d'organisations telles que l'Organisation des États américains (OEA), qui a perdu tout crédit, contre des gouvernements progressistes et l'application de méthodes subversives basées sur la consommation culturelle à travers les médias de masse comme Internet et le soutien à des personnalités ultraconservatrices de droite dans leur ascension vers des fonctions politiques de haut niveau, sont quelques-unes des stratégies et des actions mises en œuvre par les États-Unis en Amérique du Sud et dans la Caraïbe dans leurs efforts pour anéantir les victoires remportées par les gouvernements progressistes au cours des dernières décennies.

En janvier 2014, le 2<sup>e</sup> sommet de la Communauté des États d'Amérique latine et de la Caraïbe (Celac) a proclamé la région comme Zone de paix, mais les différentes administrations étasuniennes se sont montrées déterminées à démanteler ce consensus, notamment au cours de cette année.

Au moins trois émissaires de la puissance nord-américaine ont parcouru la région, porteurs de messages contraires aux principes de non-ingérence, de règlement pacifique des différends visant à bannir l'usage et la menace de l'usage de la force sur ce continent, la promotion d'une culture de paix et l'obligation de ne pas intervenir, directement ou indirectement, dans les affaires intérieures de tout autre État. Des principes contenus dans les documents signés par les membres de la Celac.

En février, alors qu'il était Secrétaire d'État, Rex Tillerson, avant d'amorcer sa tournée dans la région, avait annoncé que 2018 serait « *l'année des Amériques* », et il a indiqué clairement que son pays chercherait à encourager la division et la soumission entre les gouvernements latino-américains.

En juin, le vice-président des États-Unis, Mike Pence, a également réalisé une tournée avec l'intention évidente de créer des alliances pour sanctionner le Venezuela. « *L'objectif est de renforcer la sécurité régionale avec nos alliés du continent [...] menacés par [...] le gouvernement du*

*Venezuela* », a déclaré sa porte-parole, Alyssa Farah.

La première étape de la tournée de Pence avait pour objectif de renforcer les liens avec le président putschiste du Brésil Michel Temer et de s'assurer que l'ancien président Luiz Inacio Lula da Silva soit maintenu en prison. Puis, en Équateur, il annonça également un don de 1,5 million de dollars pour lutter « *contre la corruption et renforcer la société civile* », un symbole d'un nouveau chapitre dans les relations bilatérales avec Lenin Moreno, le président de ce pays.

Aujourd'hui, c'est le Secrétaire à la Défense des États-Unis, James Mattis, qui se rapproche du Brésil, de l'Argentine, du Chili et de la Colombie. Des visites qui, compte tenu des principes de la stratégie de défense nationale des États-Unis, amènent les analystes à penser que la région de la Caraïbe est en train de devenir une zone de conflits futurs.

## **LES FAITS VALIDENT LA THÈSE**

- Le président bolivien, Evo Morales, vient de dénoncer une « *invasion déguisée* » contre l'Amérique latine à travers l'envoi, par les États-Unis, d'un navire capable de transporter des hélicoptères de guerre. Le prétexte : la nécessité de fournir une aide humanitaire aux Vénézuéliens vivant en Colombie.
- Les capacités du Commandement Sud sont renforcées, à travers son réseau de bases militaires, y compris la 4<sup>e</sup> Flotte.
- Sur le plan culturel : le grand capital utilise d'importants médias, des églises et des entreprises technologiques, afin de démobiliser politiquement les jeunes et de promouvoir l'idée de non-viabilité du socialisme ou de l'application de politiques de justice sociale par l'État.
- Le retour à la Doctrine Monroe. La stratégie de Sécurité nationale de 2017, la Stratégie de Défense nationale et les déclarations des hauts fonctionnaires du gouvernement Trump le confirment.
- Les États-Unis continuent de promouvoir des initiatives non

gouvernementales, l'articulation de campagnes médiatiques anti-systémiques et la coopération entre les pouvoirs judiciaires et les organismes contrôlés par Washington afin de lancer une guerre sélective et brutale contre la gauche dans la région.

- On assiste à la promotion d'entrepreneurs en tant qu'acteurs politiques et à la mise à jour des programmes et des formes de lutte de nombreux partis, sur la base de principes de politique néolibérale.

Ces stratégies s'inscrivent dans le cadre des programmes de « *changement de régime* », qui font des millions de victimes dans plusieurs parties du monde et encouragent la violence, la guerre, les crises humanitaires et l'instabilité, quel qu'en soit le prix.

Rien de plus éloigné des principes de la Proclamation de l'Amérique latine et de la Caraïbe en tant que Zone de paix, que le gouvernement des États-Unis s'obstine à ignorer, à mépriser et à bafouer, car ses intérêts hégémoniques n'ont rien à voir avec le respect, la compréhension, la coopération et la coexistence pacifique entre nos peuples.